

L'action d'un budget de 20 400 000 EUR pour une durée de mise en œuvre de six ans, est un programme **innovant et transformateur** axé sur les spécificités territoriales et environnementales de l'Union des Comores et tenant compte des leçons apprises de l'action des différents partenaires techniques et financiers (PTFs) aux Comores. En effet :

- Le caractère insulaire du pays fragmenté sur plusieurs îles volcaniques géographiquement étroites, géologiquement et socialement différentes, implique de tenir compte des spécificités écologiques et socio-économiques des îles de Grande-Comore, Anjouan et Mohéli. La côte n'est jamais distante de plus de 20 kms du centre des îles, les problématiques environnementales et sectorielles sont plus fortement liées entre elles qu'ailleurs. Déforestation et urbanisation ont un impact en cascade sur les ressources en eau, la fertilité des sols, les risques de catastrophes, la productivité agricole, les écosystèmes marins, l'alimentation et la nutrition. Une approche transformatrice intersectorielle et étroitement liée aux spécificités locales des territoires s'impose pour favoriser de réels changements de pratiques, de comportements avec des effets durables sur la préservation de l'environnement et la consommation alimentaire.
- Pour assurer de façon durable une qualité et un niveau de vie acceptables pour l'ensemble des citoyens comoriens, il est nécessaire de dépasser la juxtaposition des engagements de préservation et gestion durable des ressources naturelles –largement soutenus au niveau politique– pour les faire converger vers la nécessaire réponse aux besoins socio-économiques de base des populations, notamment les plus vulnérables, qui puisent dans les écosystèmes les conditions de leur survie.
- Des solutions « gagnant-gagnant » (pour une meilleure durabilité des ressources naturelles permettant de générer des revenus et d'assurer la subsistance de leurs utilisateurs) doivent être identifiées et mises en œuvre avec et par l'ensemble des acteurs locaux (du producteur au consommateur – en incluant familles, entrepreneurs, société civile, chefs de village, communes, directions décentralisées, parcs nationaux, chambres consulaires etc...).
- Ainsi, pour soutenir une transformation profonde et obtenir des résultats susceptibles d'être mis à l'échelle, l'action du pacte vert et bleu doit s'ancrer au sein d'une dynamique territoriale intégrée, à la fois massive-concentrée sur une durée assez longue.
- Concrètement, l'action adopte une approche territoriale novatrice au sein d'un nombre restreint de terroirs répartis sur les îles de Grande-Comore, Anjouan et Mohéli, associée à une action transversale de dynamisation des appuis institutionnels favorisant le dialogue avec les populations locales. L'action mettra ainsi en place des passerelles entre le niveau local de gestion intégrée territoriale et le niveau national, notamment pour mettre à l'échelle les bonnes pratiques, fluidifier les circuits de commercialisation, liant bassins de production et bassins de consommation. Il s'agit de promouvoir un changement vers des pratiques de consommation alimentaire locale plus durables, plus saines, diversifiées et de bonne qualité nutritive et de renforcer la gouvernance ainsi que l'ancrage territorial des stratégies nationales clés pour les thématiques du pacte vert et bleu.
- L'action contribuera à réduire les inégalités et impliquera par sa dynamique territoriale inclusive les femmes et les jeunes, les couches sociales défavorisées, qui sont au cœur des thématiques de conservation de ressources naturelles, production et consommation alimentaires, d'abord en milieu rural mais aussi urbain pour les questions de nutrition et entrepreneuriat.
- Elle favorisera la sécurité alimentaire des populations plus vulnérables en agissant sur l'accès et le prix des productions locales.

Ainsi, l'action transformatrice du Pacte vert et bleu, vise à '**renforcer la résilience environnementale et alimentaire des Comores**'.

- Ses 3 objectifs spécifiques concernent (i) la conservation et la gestion durable des écosystèmes marins, côtiers et terrestres, (ii) l'évolution des systèmes alimentaires vers des modes de production verte (agriculture /élevage /agroforesterie) et bleue (pêche), de commercialisation et de consommation plus durables, efficaces et sains et (iii) le renforcement des dynamiques de gouvernance territoriale intégrant les enjeux environnementaux.
- L'action est alignée sur **les priorités nationales et sectorielles de développement** : Plan Comores Emergent 2030, Contribution Nationale Déterminée révisée –CDN 2021-2030¹, Plan national d'adaptation de l'agriculture (PANA), Plan National d'Investissement Agricole (PNIA), Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation 2018-25 (PNNA), Plan d'action national et la stratégie sur la biodiversité, politique nationale forestière, politique de gestion des risques de catastrophe et systèmes d'alerte précoce (initiative Climate Risk & Early Warning Systems (CREWS) notamment) ainsi que divers engagements internationaux pris

¹ https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDN_r%C3%A9vis%C3%A9e_Comores_vf.pdf